

Chapitre 1

Engagement, critique et sciences de l'information et de la communication

Fabien Granjon
Professeur des universités
CEMTI
Université Paris 8

Entretien avec H el ene Bourdeloie.

PRESENTATION

Fabien Granjon fait état de sa posture critique qui se décline de plusieurs man eres. Pour Fabien Granjon, l'objectivité est socialement construite. Il faut donc faire preuve de vigilance épistémologique et de réflexivité, ce que permet un travail d'auto-socioanalyse, c'est-à-dire un travail sur « sa propre sociologie » (Bourdieu, 2001 : 184). Il n'est pas possible de fermer les yeux sur la position *de facto* subjective du chercheur, sur la normativité dont est empreinte son travail scientifique et sur les motifs au principe de la posture de recherche ou, dit autrement, sur le fait « que la vue doit au 'point de vue' » Mauger (2013 : 13). Le chercheur doit renoncer à l'idée de vouloir une science neutre et objective. C'est là une illusion tout comme l'est le concept de neutralité axiologique, à tout le moins tel qu'il a été diffusé et interprété en France. Au-delà, F. Granjon présente sa façon d'aborder la critique qui, plus qu'un travail axiologiquement fondé, repose sur une vision programmatique des SHS qui résident dans une volonté d'unification, de totalisation et d'interdisciplinarité, différant toutefois de celle qui fonde le socle épistémologique des SIC. Les SIC ne sauraient non seulement avoir l'exclusivité de l'étude des objets informationnels et communicationnels, mais encore ne reposer sur aucune épistémologie singulière. En définitive, la critique est constitutive de la pratique scientifique et des activités ordinaires et politiques du chercheur, en dépit de l'existence de logiques universitaires qui rendent difficile ce couplage.

H el ene Bourdeloie (H. B.) : Lors de ta venue au séminaire « Méthodes de recherche sur l'information et la communication » (MIC)¹, tu étais intervenu sur la critique et tu avais évoqué la nécessité de l'auto-socioanalyse. Pourrais-tu revenir sur cette nécessité ?

Fabien Granjon (F. G.) : C'est, je crois, une entreprise d'une grande importance qui mérite d'être conduite avec beaucoup d'attention. Elle a été parfaitement décrite par Pierre Bourdieu (2004) dans ses attendus : l'objectif d'une auto-socioanalyse, c'est de passer au crible de l'analyse scientifique, les appétences, les activités et les trajectoires scientifiques individuelles en tant qu'elles sont des pratiques sociales. L'utilité de l'auto-socioanalyse en tant qu'objectivation participante tient donc au fait qu'elle permet en quelque sorte de mettre au jour le point de vue à partir duquel le travail d'objectivation du chercheur prend forme. La réflexivité relève donc d'une forme de vigilance épistémologique qui a pour but d'assurer la conquête des faits scientifiques sur

¹ Intervention le 3 mai 2012, à l'Institut du management de l'information (IMI), de l'Université de technologie de Compiègne (UTC),   Paris, que nous remercions pour son accueil.

les modes de pensée communs socialement fondés et encouragés. Dans la mesure où elle traque les éléments de *doxa* susceptibles de s'interposer entre le chercheur et le monde social, elle est un travail foncièrement critique, dont la spécificité est qu'il s'exerce pour le propre compte du chercheur et doit lui permettre d'objectiver ses propres positions sociales et professionnelles ainsi que la nature de sa *libido sciendi*. Autrement dit, c'est une objectivation de « soi cherchant ».

L'auto-socioanalyse est une véritable gageure, parce qu'il est évident que la mesure demandée peut prendre la forme de l'autocensure. Elle s'effectue toujours au risque de l'impudeur sociale et de l'imprudence académique. Se sachant exposé aux regards et aux jugements de ses pairs, celui qui s'y adonne peut être, du coup, tenté de ne pas trop se dévoiler, de ne pas trop en montrer, ou finalement si peu, au point que l'exercice n'autoriserait qu'un gain pratique tout à fait relatif. À vouloir notamment ne conserver que ce qui fait sociologiquement sens et bien souvent sens univoque, on risque en fait d'échouer sur les récifs de l'illusion biographique (Bourdieu, 1986). La mise au jour des principes qui guident, parfois par défaut, nos choix, nos pratiques et nos prises de position est en cela toujours menacée par la reconstitution biographique. Le risque est de trop insister sur la mise en lumière de régularités, de relations ou de causalités intégrées à une continuité de la personne et de dépeindre une unité artificielle de soi qui relève davantage de l'autofiction que de l'auto-socioanalyse. L'illusion biographique c'est aussi l'*illusio*, c'est-à-dire l'ignorance perpétrée des conditions sociales qui font du chercheur ce qu'il est, l'encombrent de l'adhésion immédiate à la nécessité d'un champ et le maintiennent dans l'illusion nécessaire de lui-même.

H. B. : Dans ton cas, de quoi s'est nourri cet intérêt pour la critique ? Quelles sont les instances de socialisation qui ont été à l'origine de ce penchant critique et l'ont entretenu ?

F. G. : Pour ce qui concerne mon intérêt pour la critique, je vois au moins trois sources socialisatrices différentes qui vont coexister, se renforcer, parfois rentrer en contradiction. La première est familiale et tu me permettras de ne pas en dire grand chose car cela nécessiterait de rentrer dans de trop nombreux détails. La deuxième est directement liée à mes engagements militants. J'ai très tôt milité au sein de partis politiques d'obédience marxiste-léniniste. C'est à ce militantisme dans les rangs d'organisations trotskistes que je dois ma prime culture critique : Marx, Lénine, Trotski, Rosa Luxemburg, mais aussi d'autres auteurs comme Paul Nizan ou Frantz Fanon. C'est assurément l'activité militante qui m'a conduit à apprécier l'élaboration théorique, à devenir curieux du politique, de la philosophie, des sciences humaines et sociales (SHS). C'est aussi durant cette période que j'ai été amené à considérer autrement la nécessité du débat d'idées, même si la discussion collective et la confrontation publique étaient des pratiques finalement assez peu répandues dans l'organisation que je fréquentais à l'époque. Il faudrait de nombreuses pages pour mettre à plat cette prime socialisation politique. Le dernier point d'ancrage tient évidemment à mon parcours universitaire qui a renforcé ces appétences et les a alimentées par d'autres types de connaissance. Il y a une anecdote que j'affectionne de citer parce que j'aime à croire qu'elle a eu une incidence assez directe sur le fait d'avoir finalement choisi de faire des sciences sociales mon métier. En 1993, Bourdieu publie *La misère du monde*. J'achète et lis l'ouvrage sans doute par curiosité et parce que l'on en parle, me semble-t-il, aussi beaucoup dans les médias. Et là, j'y lis un papier (Broccolichi, 1993) qui rend compte exactement, je veux dire très exactement, de ce que j'ai vécu lors de ma première année au lycée : une situation de déclassement inattendue couplée à un « mal d'école » qui fera de moi, un temps, un « exclu de l'intérieur » en échec scolaire « relatif ». J'ai eu l'impression, à sa lecture, d'être libéré d'un poids et en même temps de prendre conscience, j'ai envie de dire « très pratiquement », de ce que la sociologie était capable de produire : rendre compte d'une réalité, l'expliquer, mais aussi donner au lecteur concerné les moyens de s'armer pour affronter cette réalité. Évidemment, je te dis cela

aujourd'hui, mais mon sentiment de lecteur était sans doute à l'époque nettement moins affirmé que cela.

Pour répondre de manière moins anecdotique à ta question, il faudrait rentrer davantage dans la complexité dispositionnelle du sujet critique. Je ne suis pas certain que dans le cadre de la conduite de cet entretien, nous en ayons vraiment la possibilité. Aussi, je vais tricher quelque peu en précisant plutôt qu'actuellement je travaille sur l'*intranquillité*, *intranquillité* que j'envisage comme des formes de subjectivité portées par des sujets sociaux critiques et engagés. L'idée est d'enquêter sur ces structures de sensibilité qui seraient assez largement partagées par des individus indignés et investis dans des tentatives pour apporter des réponses pratiques à cette indignation, fussent-elles très modestes. Je m'intéresse donc à des individus en quelque sorte mortifiés par le monde tel qu'il va mais qui, travaillés par cette sensibilité *intranquille* couplée à une nécessité progressiste, tentent de résister concrètement aux logiques sociétales qui produisent les manques et les souffrances dont justement ils s'indignent et dont ils pâtissent. Or ces individus critiques engagés dans un combat contre les sociétés capitalistes avancées qu'ils jugent avilissantes et aliénantes, sont l'objet de *passions* à la fois *tristes* et *joyeuses* : celles propres aux dynamiques agonistiques de la création et de la lutte, lesquelles mettent en tension les forces de l'indignation et leur *puissance de penser* et *d'agir* avec celles de la résignation, de l'asthénie et éventuellement de la pathologie. Pour de tels sujets sociaux, l'*intranquillité* pourrait être décrite comme une subjectivité triplement heurtée par le refus de s'accommoder aux principes de réalité du capitalisme : un individu offensé par le fait qu'on lui impose des logiques d'existence qu'il estime illégitimes et dégradantes, mais également potentiellement éprouvé par la faible efficacité des réponses pratiques qu'il tente d'apporter aux situations qu'il dénonce et auxquelles il s'affronte, et enfin, une personne blessée par son éventuel manque de radicalité, son propre consentement et sa participation effective à la société qu'elle réprouve. Mais cette subjectivité malmenée est également, dans le même temps, travaillée par un *habitus critique* qui habilite le sujet, l'affermir, lui donne des raisons d'agir et ouvre l'horizon potentiel d'un monde meilleur transcendant celui existant. L'*intranquillité* se révèle donc proche d'un état de malaise existentiel qui traverserait en l'occurrence chaque sujet critique engagé. Elle unifierait des affects contraires et révélerait, par là même, que ledit sujet se trouve au cœur d'une contradiction dialectique, un tiraillement entre résistance et subordination.

H. B. : Et pourquoi le fait de traiter de l'intranquillité a affaire à l'auto-socioanalyse ?

F. G. : On s'éloigne effectivement en apparence de ta question initiale, mais si je fais ce détour, c'est pour préciser que ces *intranquilles* engagés combattant les affres de la fatalité, ce sont des militants, des universitaires et des artistes critiques... Offensés par les logiques des sociétés dans lesquelles ils vivent, ils répondent par des engagements et des formes d'agir censés participer à leur émancipation, au dépassement conscient de leur être social, mais susceptibles aussi d'éclairer et d'« armer » ceux avec qui ils mènent ces actions et/ou auxquels ils destinent leurs productions. Ce qui me semble intéressant, c'est que leurs engagements politiques, académiques ou esthétiques les conduisent à développer des formes de critique singulières, sociales, théoriques ou artistes qui sont des voies complémentaires à la réalisation d'une critique multiforme, s'actualisant dans des formes de *praxis* différenciées dont je fais l'hypothèse que l'*intranquillité* est l'une des principales structures de sensibilité. Or aborder l'*intranquillité* des sujets critiques engagés par le biais des thématiques de l'engagement politique, intellectuel et artistique n'est pas une démarche anodine. Celle-ci fait bel et bien fond sur une *libido sciendi* toute personnelle qui repose sur une trajectoire biographique dont les repères sociaux en mouvement ont diversement emprunté selon des assemblages singuliers, sur des durées variées et en mobilisant des formes de capitaux spécifiques, à ces trois domaines de pratiques. En décidant de travailler sur ces sujets *intranquilles*, c'est un peu sur moi que je décidais de travailler, mais cela, je ne m'en suis rendu compte qu'après.

Autrement dit, le désir d'appréhender certains phénomènes sociaux tient certes à une volonté scientifique mais en l'occurrence, elle se couple à un intérêt intime qui la précède et lui donne une partie de sa force. D'où l'intérêt de ne pas faire l'économie de l'auto-socioanalyse qui permet de considérer ce qui est « embarqué » dans l'activité scientifique.

H. B. : J'ai le sentiment que ta position critique a pris une autre tournure ces dernières années... Avant d'intégrer l'université Paris 8, tu as, pendant plusieurs années, été membre du laboratoire dit « des usages » au sein du pôle recherche et développement (FT R&D, devenu Orange Labs) de l'opérateur historique de télécommunication France Télécom, aujourd'hui Orange. Comment parvenais-tu, dans ce contexte d'entreprise, à produire des recherches de portée critique ?

F. G. : On fait une double carrière. Plaisanterie mise à part, à l'époque où j'y étais (2002-2003 puis 2005-2011), nous étions assez peu nombreux à revendiquer une approche de notre activité qui serait critique. La dimension critique n'était pas ce qui sautait le plus aux yeux dans les travaux du laboratoire, simplement parce qu'elle n'a franchement aucun caractère d'évidence au regard des conditions de production qui étaient les nôtres. Elle rencontrait même parfois une franche hostilité de la part des managers qui l'envisageaient comme une hérésie et un risque, et ce d'autant qu'ils pressentaient que sa logique pouvait aussi être celle de la critique interne des politiques de l'entreprise et des impératifs d'ajustements opérationnels. La défiance dont faisait montre cette catégorie de personnels était, de fait, sans surprise, dans la mesure où reconnaître quelque acuité à une sociologie engagée serait, dans le même mouvement, concéder à ceux qui la mettent en œuvre une capacité de remise en cause des conditions de production des études effectuées dans ce laboratoire.

Il est par exemple arrivé que l'on me demande de retirer d'un article une partie constituée de commentaires critiques portant sur certains travaux effectués par des collègues qui allaient publier dans le même numéro. Plutôt que de considérer qu'il s'agissait là d'une opportunité permettant d'ouvrir un débat scientifique, il m'avait, au contraire, été signifié qu'il n'était pas bienvenu de « ferrailer » avec ces auteurs. Comme quoi les scientifiques ont bien tendance à considérer que leurs productions et leur personne ne font qu'un. Une autre fois, un collègue est venu me trouver dans mon bureau pour m'expliquer, tout de même assez embêté, que je n'avais « pas le droit » d'écrire ce qu'au surplus j'avais l'inconscience de proposer pour publication. Il s'agissait d'un article qui, dans une perspective bourdieusienne, traitait des inégalités sociales et des usages des TIC. Je pourrais, hélas, allonger cette liste d'anecdotes d'autant. C'est également parfois la peur de la sanction qui fait agir les individus dans un sens qui les amène à systématiser le rejet de la critique. Quand elles ne sont pas une conséquence des politiques managériales, les craintes peuvent également porter sur les retours possibles du champ académique pour lequel on imagine que l'approche critique ne peut être qu'une prise de position transgressive. Par précaution, il s'agit alors de ne pas heurter la forme spécifique d'intérêt du champ disciplinaire et de préserver son *illusio*, c'est-à-dire ses principales valeurs dont la neutralité axiologique n'est pas des moindres. « J'aimerais mieux pas », en somme. Mais contrairement au refus de Bartleby (2004), les précautions dont on peut faire montre renforcent la valeur des enjeux du champ et l'exigence pratique du respect des règles qui le régissent. À l'inverse du héros d'Herman Melville, la plupart des chercheurs ne sont pas nécessairement prêts à payer de leur personne pour faire avancer les règles d'un jeu qui, tel qu'il est, leur permet *volens nolens* d'accéder à un ensemble d'opportunités nécessaires à l'assise des positions qu'ils souhaitent peu ou prou occuper au sein du champ. L'engagement *dans* et *par* le champ académique n'invite pas nécessairement à faire travailler ces allants critiques...

H. B. : Justement, dans un certain nombre de tes écrits, tu prends clairement position contre la « neutralité axiologique », notion-clé des sciences humaines et sociales dont on dit, la plupart du temps, qu'elle serait une nécessité absolue qui s'imposerait au scientifique qui aurait à se prémunir contre toute forme de jugement de valeur. Max Weber, qui a la paternité de cette notion, était pourtant un chercheur engagé dans la vie politique de son pays et exposait sa vision du monde assez régulièrement dans la presse. La neutralité axiologique n'est-elle pas plutôt une précaution visant à insister sur le fait que le chercheur se doit de maîtriser son rapport aux valeurs ?

F. G. : Oui, je crois que c'est effectivement le cas. En tout cas, l'idée que le chercheur en sciences humaines et sociales doit suspendre toute forme de jugement de valeur est contraire à celle que je me fais de la pratique scientifique, celle que j'ai envie de défendre et qui se revendique de la tradition critique. Dans une perspective critique, l'activité scientifique vise à décrire, analyser, comprendre, mais aussi à évaluer. Le travail qu'a mené Isabelle Kalinowski (2005) à ce propos est très intéressant. Elle montre que dans son exégèse de Max Weber, Raymond Aron, aidé par la traduction de Julien Freund, a volontairement fait de la neutralité axiologique « une arme de guerre de l'antimarxisme français » et contre la figure sartrienne de l'intellectuel engagé, tout comme la sociologie états-unienne en avait fait après-guerre un concept fort utile dans le contexte de la guerre froide. En d'autres termes, le principe de non-engagement des sciences était devenu un outil théorique au faîte d'une posture à tout le moins engagée, voire propagandiste. Or pour Isabelle Kalinowski, le sens véritable que l'on doit prêter à la neutralité axiologique se doit justement de ne pas opposer neutralité et engagement, mais neutralité et propagande.

Je suis étranger à l'idée qui vise à présenter la pratique des sciences humaines et sociales comme une activité qui ne saurait relever d'un engagement normativement fondé. Je crois que l'évaluation n'empêche en rien la production de connaissances scientifiques. J'ai même envie de dire que l'engagement axiologique est une des plus certaines conditions de possibilité de connaissance objective du monde social, car l'objectivité n'est pas la simple description d'un monde existant « en soi », mais la production d'un « concret-pensé », c'est-à-dire la production d'un concret par la voie de la pensée selon la formule connue de Marx : une abstraction qui rend compte d'une réalité sociale reconstituée depuis un point de vue qu'il s'agit de présenter explicitement. L'objectivité critique n'est donc pas celle du positivisme qui pense que la réalité est à découvrir et à décrire de façon dense. Elle est une construction qui peut être qualifiée d'objective à condition de préciser quels sont les outils théoriques et normatifs qui sont au principe même de cette construction.

Il me semble qu'il est ici important de préciser que la critique telle que je l'entends ne saurait être seulement rabattue sur la critique épistémologique dont l'objet est d'assurer les conditions de possibilité d'un discernement scientifique. Autrement dit, la critique ne se résume pas à la vigilance épistémologique. S'il s'agit d'une condition indispensable pour assurer un exercice scientifique de qualité, elle s'avère non suffisante pour rendre la pratique scientifique totalement critique. En rester à une critique épistémologique, c'est faire coïncider à moindre coût science, objectivation et critique, en considérant que le travail de rupture avec le sens commun et de discussion des modèles d'analyse est suffisant au travail de la critique. Ma position, que je partage évidemment avec d'autres, est qu'il n'est pas possible de considérer qu'une science est pleinement critique dès lors qu'elle se contente de répondre à des exigences méthodologiques. En insistant surtout sur les aspects méthodologiques de la production de connaissance scientifique, on tend effectivement à faire de la critique un simple exercice de prophylaxie sans aucune charge éthique et qui, du coup, peut être considéré comme axiologiquement neutre. Et c'est précisément cette apparente neutralité qui rendrait la science critique aux yeux de certains. Mais si l'on admet que les modèles théoriques qui entendent rendre raison de la réalité sociale le font toujours depuis des

impératifs épistémiques *et* des intérêts de connaissance singuliers, on ne peut faire autrement que de convenir que la critique épistémologique ne constitue qu'un des éléments permettant l'évaluation de la production scientifique. Celle-ci peut être aussi considérée sous l'angle des valeurs qui imprègnent toujours, volontairement ou pas, les constructions théoriques. Je crois que s'il est absolument nécessaire de se donner les moyens d'évaluer la qualité strictement scientifique des recherches, il est tout aussi primordial de pouvoir juger de ces dernières en fonction de leurs capacités à rendre plus particulièrement intelligibles les phénomènes concourant à l'amointrissement des sujets sociaux. Contrairement à Bernard Lahire qui est un auteur que j'affectionne beaucoup mais qui estime, par exemple, qu'il n'est pas franchement possible de hiérarchiser les différents modèles d'analyse scientifiques, si ce n'est sous l'angle des impératifs épistémologiques (respect/non respect des règles, heuristique de la méthode, etc.), j'aurais, pour ma part, plutôt tendance à considérer que les divers points de vue scientifiques peuvent certes se compléter, mais ne sont pas pour autant équivalents sous l'angle de la normativité critique. De fait, la normativité critique permet de distinguer, à niveau scientifique équivalent, quelles sont les constructions théoriques qui permettent le mieux de comprendre les multiples contraintes qui entravent l'émancipation et la réalisation de soi, notamment parmi les populations les plus bridées dans leur liberté.

H. B. : A lire ton habilitation à diriger des recherches (HDR), et notamment cette citation de Pierre Bourdieu (2001) avec laquelle tu commences – « Je sais que je suis pris et compris dans le monde que je prends pour objet. Je ne puis pas prendre position, en tant que savant, sur les luttes pour la vérité du monde social sans savoir que je le fais, que la seule vérité est que la vérité est un enjeu de luttes tant dans le monde savant (le champ sociologique) que dans le monde social que ce monde savant prend pour objet (chaque agent a sa vision idiotique du monde qu'il vise à imposer, l'insulte étant, par exemple, une forme d'exercice sauvage du pouvoir symbolique) et à propos duquel il engage ses luttes de vérité » –, on comprend non seulement que le chercheur étudie des faits sociaux dont il est partie prenante mais aussi que la réflexivité est nécessairement au fondement de l'approche critique.

F. G. : C'est en effet un second point sur lequel je voudrais insister. Envisager que la science est une pratique sociale qui n'est pas neutre axiologiquement, c'est considérer que les armes des sciences humaines et sociales doivent être aussi utilisées pour saisir pleinement ce que ces dernières sont. Gérard Mauger (2013) aime par exemple rappeler qu'il s'agit de contrôler le rapport subjectif à l'objet, le rapport aux conditions sociales de production de cet objet, notamment sous un angle normatif et historique, ainsi que le rapport « objectif » à l'objet, spécialement sous l'angle de l'anthropologie sociale, laquelle se trouve mobilisée dans la pratique de l'activité scientifique. Il s'agit également de prêter une attention particulière aux modalités d'inscription des chercheurs dans le champ scientifique et de prendre la pleine mesure de l'« inconscient » lié à leurs positions disciplinaire(s) et académique(s). De fait, les chercheurs sont engagés par une pratique singulière normalisée par des règles et des procédures épistémologiques établies par des institutions qui sont des sujets collectifs structurés par des rapports sociaux, mais qui structurent aussi les pratiques de ceux qui y participent. Je crois qu'il ne faut jamais perdre de vue cette réalité. La réflexivité est une entreprise dont la vocation est d'objectiver les appétences, les activités et les trajectoires scientifiques individuelles en tant qu'elles sont le fruit de pratiques sociales et le précipité de tensions, de difficultés, de contradictions, d'enjeux individuels et collectifs. Pas de tour d'ivoire, mais des situations sociales d'exercice déterminées et déterminantes. La production scientifique et le rapport à la critique sont toujours les vecteurs d'intérêts sociaux dépendant de chaque sujet connaissant et qu'il est utile de mettre au jour afin de comprendre pleinement ce que la réalité sociale décrite, analysée et évaluée doit précisément au point de vue de celui qui produit la description, l'analyse et l'évaluation.

H. B. : Autrement dit, quand tu évoques « le mythe de la neutralité axiologique », il s'agit de dénoncer l'usage galvaudé qui est fait de la notion ?

F. G. : Ce à quoi aspire la critique, c'est renégocier l'opposition artificielle entre jugements de fait et jugements de valeur, entre distanciation et engagement. Elle reconsidère cette séparation en instruisant un nouveau rapport entre les jugements scientifiques qui identifient la réalité sociale et l'expliquent, et lesdits jugements de valeur. Pour moi, la critique défend la nécessité de fonder rationnellement ses appuis normatifs, c'est-à-dire de les affirmer et de les expliciter pour qu'ils ne soient plus des implicites s'exerçant en contrebande. Le chercheur critique est engagé dans la société et, en cela, il est traversé par les rapports sociaux qui sont à son principe et qui l'obligent à diverses conformations. Il est également engagé par son activité scientifique et ses cadres institutionnels qui le contraignent d'une autre manière en le soumettant à des impératifs professionnels. Il est enfin engagé par une éthique dont il se sent solidaire. Dans une perspective critique, la démarche de distanciation n'est donc pas synonyme d'une absence d'engagement, mais au contraire se présente comme la conséquence directe de l'engagement.

H. B. : Je n'ai pas l'impression que ce débat sur la neutralité axiologique et sur les points que tu viens de mentionner soit de fait très présent au sein des sciences de l'information et de la communication. Qu'est-ce que cela tendrait à dire de la discipline ?

F. G. : Tu as complètement raison, ce n'est pas un débat qui se rencontre aussi souvent que dans le champ de la sociologie où il reste assez vivace. De fait, il est nettement moins structurant au sein des sciences de l'information et de la communication (SIC), mais semble toutefois poindre en certains endroits à l'occasion des revendications critiques de certains chercheurs qui sont aujourd'hui plus nombreuses qu'il y a une dizaine ou une vingtaine d'années. Il faut d'ailleurs s'en réjouir. Si la critique n'occupe pas une place particulièrement importante au sein des SIC, elle semble néanmoins reconquérir certains espaces académiques. Et même si elle pèse relativement peu dans les débats internes de la discipline, elle tend à gagner en visibilité et ce malgré les réquisitoires condescendants de certains qui, pressés de justifier leurs propres renoncements, considèrent que les prétentions critiques sont juste un positionnement de carrière comme un autre, tandis que d'autres estiment qu'il s'agit plutôt d'une forme abâtardie de militantisme.

Sous réserve d'inventaire, il me semble que la dimension normative est assez peu pensée dans le cadre des sciences de l'information et de la communication et ce, y compris au sein des approches se revendiquant explicitement de la critique. Ici ou là, il peut s'écrire que les SIC sont aussi des sciences du politique, mais ce type d'affirmation est pour le moins rare et n'épouse pas nécessairement, de surcroît, tous les attendus qu'il devrait théoriquement porter. Le temps où, dans la littérature du domaine, la communication pouvait être couplée assez directement aux problématiques de la lutte des classes ou de l'idéologie semble être une période bel et bien révolue. Je crois qu'il n'est pas inutile de rappeler, comme l'ont fait à de nombreuses reprises Armand Mattelart, Robert Boure ou Bernard Miège, que la communication est autant un enjeu scientifico-institutionnel qu'un enjeu idéologico-politique et que, de surcroît, il est important de comprendre que ces deux dimensions ne sont pas étrangères l'une à l'autre. Elles entretiennent des rapports complémentaires et contradictoires que la vulgate scientiste intime justement de ne considérer que sous l'angle de l'opposition entre science et engagement. De fait, s'il est un engagement qui prévaut au sein des SIC, c'est d'abord celui qui est lié à une éthique et à un *ethos* disciplinaires, référents organisationnels plus qu'axiologiques qui, de mon point de vue, ne sauraient en aucun cas remplacer la morale pratique de la critique parce qu'ils ne se fondent que sur les spécificités d'un espace social singulier, un sous-champ des sciences sociales, qui ne peut porter à lui seul les indignations et les prétentions pratiques d'une critique conséquente.

La critique, j'insiste, revendique une activité de production de savoir engagée, sous la condition d'une pratique à la fois scientifique et politique, n'opposant donc pas strictement les jugements de fait et les jugements de valeur, l'éthique de responsabilité et l'éthique de conviction, le savant et le politique, l'engagement et la distanciation. La question de l'engagement conduit assez directement à une autre interrogation qui lui est parente et vise à déterminer de manière consciente ce à quoi la critique doit servir : quels sont ses usages sociaux ? Comment s'articulent les processus scientifiques d'objectivation du monde social, les logiques d'appropriation de ces savoirs et les pratiques de subjectivation ? Autant d'interrogations qui aujourd'hui ne semblent effectivement pas préoccuper spécialement le champ des SIC, si ce n'est parfois sous l'angle de l'expertise.

H. B. : Ce sur quoi tu insistes, c'est donc la difficulté pour le chercheur d'avoir à répondre à des impératifs qui seraient à la fois scientifiques, axiologiques et institutionnels. L'activité scientifique est tiraillée entre ces différents impératifs dont on comprend bien qu'ils ne sont pas forcément toujours compatibles. La critique telle que tu l'envisages conduit donc à des situations de cohabitation assez éprouvantes.

F.G. : Je confirme, cela peut effectivement être éprouvant, et ce à plusieurs égards. La première difficulté, on vient de l'évoquer, c'est le mythe de la neutralité axiologique, mais il en est d'autres. L'une des plus importantes tient sans doute, je crois, à la division sociale du travail scientifique. Le constat est connu et assez discuté. Il occupe par exemple une surface non négligeable du récent *Manifeste pour les sciences humaines et sociales* rédigé par Craig Calhoun et Michel Wieviorka, pour le premier numéro de la revue *Socio*². Ils y soulignent, après d'autres, qu'à l'instar du mouvement de fond accompagnant le développement des sociétés capitalistes avancées, le champ scientifique est pris lui aussi dans un mouvement de différenciation disciplinaire et de spécialisation de la recherche. La recherche qui s'intéresse bien souvent à des microcosmes, des faits ou des objets sociaux parfois très spécifiques la plupart du temps avec une grande précision, peine néanmoins à les resituer au sein de logiques sociales plus générales qui les produisent et auxquelles ils participent. On pourrait même aller jusqu'à faire l'hypothèse que cette difficulté va croissant et que les SHS auraient de plus en plus de mal à fournir des explications un tant soit peu globales des sociétés. Les intérêts de connaissance des chercheurs se fragmentent, se segmentent et conduisent à une véritable balkanisation de la recherche, laquelle contribue, comme le souligne Bernard Lahire dans un ouvrage récent (2012), à une perte du sens des totalités sociales et des liens qui unissent les différents domaines de la pratique.

Une autre caractéristique importante de la critique, c'est précisément qu'elle s'inscrit en faux contre les « *enclosures* » disciplinaires et intra-disciplinaires des totalités sociales. Il me semble que pour la critique, il est évident que les formes structurelles de domination sont plurielles dans leur effectivité, puisque travaillées par le corps social. Elle reconnaît donc l'intérêt qu'il y a à considérer la part de liberté des sujets dans leurs relations avec les macrostructures qui charpentent les rapports sociaux, mais elle pose aussi la nécessité de considérer les faits sociaux particuliers comme historiquement ancrés au sein d'un « général », en adoptant un point de vue qui les recontextualise dans une structure sociale globale et les envisage comme des singularités porteuses de cette structure du tout. La gageure est alors de prendre en compte avec un égal intérêt mondes vécus et système si l'on veut parler comme Jürgen Habermas, et ce, afin d'évaluer les déclinaisons variables des rapports que les faits sociaux entretiennent dans un « général particularisé ». Malgré leur apparente variété et singularité, la critique s'applique à reconstituer l'unité des multiples dimensions de la vie sociale, considérant potentiellement ces dernières comme les précipités de diverses formes de domination entretenant quelque relation entre elles. Autrement dit, la critique se livre à des montées en généralité fondées sur un principe de

² <http://socio.hypotheses.org/147>.

totalisation, c'est-à-dire qu'elle envisage les faits sociaux comme participant à des totalités structurées de contradictions qui sont des ordres sociaux dont les diverses dimensions font système. Là encore, c'est le point de vue, critique, qui pose cette nécessité et non la nature singulière des faits sociaux étudiés ou la « complexité communicationnelle » de certains objets comme il est parfois affirmé un peu vite.

H. B. : Saisir ces ordres sociaux implique-t-il, selon toi, des contraintes pratiques particulières ? Je pense notamment au principe d'interdisciplinarité qui est si cher aux sciences de l'information et de la communication...

F.G. : Absolument, tu as pleinement raison de mentionner l'interdisciplinarité. Pour ce qui concerne le cas spécifique des sciences de l'information et de la communication, cela nécessite que l'on s'y attarde précisément, ce que je veux bien essayer de faire mais dans l'immédiat je souhaiterais préciser une ou deux choses quant à cette saisie des ordres sociaux. S'il est central pour la critique de s'intéresser aux « formules génératrices », il faut aussi reconnaître que l'intention unifiante et la nécessité de la totalisation ne doivent évidemment pas se convertir en certitude dogmatique, dut-elle constituer un rempart aux mouvements de spécialisation des savoirs. Je crois que le souci fondamental de la critique tient à la reconnaissance de l'existence de structures de domination, lesquelles sont travaillées par un corps social qui en diffracte les effets, tout comme il peut y résister et s'en dégager plus ou moins partiellement de manière singulière et contradictoire. Luc Boltanski (2009) désigne par le terme *métacritique* les positions qui s'orientent vers la critique d'un ordre social saisi dans sa globalité. Il entend ainsi distinguer ces approches des prises de position qui sont produites par les sujets eux-mêmes dans le cours de leur existence, ainsi que de celles qui, qualifiées d'« expertes », se contentent de remettre en cause une dimension très singulière des relations sociales sans que cet engagement ne soit cadré par une problématisation plus ambitieuse du contexte social au sein duquel ces faits sociaux s'enracinent pourtant. Pour la critique, il s'agit donc de rapporter les faits étudiés à la totalité la plus étendue possible, laquelle est nécessairement engendrée par des processus de détermination historique. Inévitablement, selon les théories à l'œuvre, la montée en généralité s'avère d'ampleur variée. Les philosophes ont par exemple tendance à édifier des modèles d'analyse très généraux : Alain Badiou construit au fil de ses ouvrages une ontologie générale qui concerne tous les secteurs de la réalité, tandis qu'Axel Honneth, actuel directeur de l'*Institut für Sozialforschung*, mobilise pour sa part une anthropologie philosophique qui met en avant la reconnaissance comme une demande caractéristique de la condition humaine.

Ceci étant précisé, revenons à l'interdisciplinarité. Il s'agit effectivement d'une disposition essentielle, sous condition de laquelle il devient possible de saisir les totalités sociales que nous venons d'évoquer. De fait, le principe interdisciplinaire invite à des dialogues transfrontaliers entre « jeux de langage », à rétablir des ordres relationnels indûment découpés et à lutter contre cette spécialisation des sciences humaines et sociales. Autrement dit, l'interdisciplinarité pose la base d'une heuristique de la contradiction qui permet de saisir la pleine nature des défis qui se posent à la critique, sans avoir *a priori* à s'inscrire dans un et un seul « camp » théorique. L'interconnexion disciplinaire s'inscrit donc en faux contre les penchants hégémoniques de l'élaboration théorique et promeut en quelque sorte un œcuménisme critique des référents conceptuels. Penser la totalité sociale et ses différents moments nécessite aussi de saisir les faits sociaux comme des réalités dynamiques, aux raisons plurielles, changeantes, contradictoires mais solidaires, c'est-à-dire dépendantes les unes des autres et qu'il faut donc appréhender de manières différentes et à des moments divers. Sous cet angle, il me semble que la variété des sciences humaines et sociales peut alors se concevoir comme une base pluridisciplinaire à partir de laquelle peuvent et doivent être conduites des recherches en capacité de saisir la complexité de la réalité sociale. C'est, je crois, à partir d'un dialogue cadré des diverses « logies » qui constituent cet

ensemble que la critique peut saisir dialectiquement le singulier, le particulier et le général. Ce qu'il faut encourager, c'est d'abord un échange privilégié entre la sociologie et l'histoire, mais aussi multiplier les collaborations avec toutes les autres disciplines (philosophie, psychologie, sciences de l'information et de la communication, sciences du langage, science politique, etc.) qui peuvent également avoir leur mot à dire et proposer des éclairages complémentaires. En fait, la critique n'a pas d'autre choix que de faire fond sur une marginalité épistémologique qui ne peut se contenter des savoirs insulaires portés par les conflits de territoire liés notamment à l'institutionnalisation disciplinaire. Elle doit relever le défi du développement qualitatif des savoirs par la création d'espaces de connexion, de confrontation et de synthèse des apports des sciences sociales et humaines. Il s'agit donc de lutter contre la dispersion des sciences humaines et sociales en disciplines académiques mutuellement indifférentes, voire hostiles les unes aux autres et de rabattre la prétention de chacune d'entre elles à détenir seule la vérité. Cela semble sans doute relever de l'évidence, mais force est de constater qu'il s'agit là d'un travers fréquent des SHS qui conduit à l'impossibilité de saisir la totalisation. Cela contribue aussi à développer un sentiment d'impuissance rendant difficile d'envisager le réel dans ce qu'il n'est pas encore.

H. B. : Cette interdisciplinarité est-elle identique à celle qui est censée fonder le socle épistémologique des sciences de l'information et de la communication ?

F.G. : C'est en effet un cas tout à fait particulier puisque les SIC revendiquent l'interdisciplinarité mais celle-ci n'est pas, me semble-t-il, tout à fait de même nature que celle qui est postulée par la critique. Tout d'abord, il faut constater que s'il est une chose dont les sciences de l'information et de la communication ne voudraient en aucun cas se séparer, c'est bien du volontarisme constituant le projet interdisciplinaire comme quintessence de la discipline. Je crois qu'il faut s'en réjouir, mais, en même temps, il convient de faire bien attention à ne pas considérer le principe interdisciplinaire comme une prérogative exclusive des SIC. Il est en effet simpliste d'affirmer que les disciplines « traditionnelles » feraient œuvre de clôture, se contenteraient de porter un regard convenu sur des objets somme toute communs et produiraient des savoirs insulaires, tandis que les novatrices sciences de l'information et de la communication décriraient, elles, un espace inédit de connexion, de confrontation et de synthèse des divers apports des SHS. Il n'est pas rare de lire ce genre de choses. Il me semble que si les SIC exercent un quelconque « droit de suite » par rapport aux autres disciplines en leur empruntant le plus souvent leurs concepts et leurs cadres théoriques, ces dernières s'immiscent aussi sur le terrain des recherches en communication en s'intéressant aux objets que les SIC seraient tentées de revendiquer comme relevant de leur jouissance exclusive. De surcroît, les sciences humaines et sociales développent aussi des épistémologies de la complémentarité qui prennent forme au sein d'un constructivisme prônant l'étude des médiations et des constructions sociales, plutôt que celle des essences. Cette attitude épistémologique est partagée par beaucoup des « nouvelles sociologies » (Corcuff, 1995) avec lesquelles les sciences de l'information et de la communication entretiennent parfois des « conflits de territoire », mais sur lesquelles, rappelons-le, elles ont également pris appui pour émerger. La proposition de postures théoriques dépassant les antinomies traditionnelles entre idéalisme et matérialisme, micro et macro, collectif et individuel, sujet et objet, etc., ne peut être décemment présentée comme un trait caractéristique exclusif des SIC. Si l'approche des phénomènes de communication a tout à profiter d'une prise de distance avec des épistémologies binaires au profit d'un positionnement posant le primat de la relation sur les essences, ce principe ne saurait donc ni être exclusivement attribué aux SIC, ni évidemment leur être réservé. Voilà pour une première précision.

Un autre point important, me semble-t-il, tient au fait que l'interdisciplinarité relève d'une proposition épistémologique heuristique, à condition que cette curiosité pour les disciplines adjacentes soit effectivement maîtrisée. Qu'est-ce à dire ? Que l'interdisciplinarité doit être

envisagée dans une perspective modeste, condition de possibilité d'une appropriation contrôlée d'apports théoriques variés. D'une part, en faisant se croiser un nombre restreint de propositions théoriques, d'autre part, en s'assurant de la compatibilité épistémologique et axiologique des regroupements théoriques effectués « hors-sol », enfin, en considérant que la recherche collective doit être privilégiée. En d'autres termes, l'étude des faits sociaux de communication n'est jamais sans reste et il faut accepter que cette « part maudite » (Bataille, 1967) nous échappe, sauf à tomber dans une attente exagérée de totalisation. Refuser les cloisonnements disciplinaires au nom même de la transversalité de *tous* les objets sociaux nécessite de se tenir à distance de l'hybridation théorique sans contrôle qui tend à multiplier les emprunts conceptuels et à juxtaposer des notions sans tenir compte des modèles d'analyse auxquels elles appartiennent originellement, tout comme des fondements axiologiques qui les portent. À cela s'ajoute, comme je l'ai déjà évoqué, le fait que l'interdisciplinarité critique ne se justifie pas tant par la complexité « communicationnelle » des objets qu'elle se donne pour objectif d'appréhender que précisément par le regard critique qui la sous-tend. Ce qu'il s'agit donc de faire, c'est d'envisager la communication en lien avec les conditions de production et de reproduction des rapports sociaux qui en fixent les cadres. S'intéresser par exemple aux médias, aux TIC ou aux industries culturelles convie à mettre en regard ces réalités dites « communicationnelles » avec d'autres dynamiques sociales plus larges. Si l'on s'accorde sur le fait que c'est le répertoire des liens variés qui unit l'*homo communicans* aux sociétés capitalistes avancées qu'il s'agit de décrire, d'analyser, de comprendre et d'évaluer, il s'avère effectivement indispensable de se donner les moyens de rendre à la fois compte de conduites microsociales et d'orientations macrosociales, d'expériences personnelles et de structures collectives, d'usages techno-médiatiques et de politiques industrielles. Sans viser la construction d'une théorie critique intégrée de la communication, il faut néanmoins se mettre en capacité de relever le défi d'une unité intellectuelle dont l'ambition première est peut-être de mettre en lumière les formules génératrices des modalités médiatiques, industrielles et technologiques de domination sociale et symbolique, ainsi que leurs contradictions. À cette aune, les faits sociaux de communication sont à considérer comme pouvant participer du maintien ou du déplacement des conduites sociales, que ce soit dans le sens d'une réalisation ou dans celui d'une limitation des individus qui y participent d'une quelconque manière.

H. B. : Ton rapport aux sciences de l'information et de la communication ne semble pas complètement « apaisé ». Tu t'y inscris pleinement et, en même temps, tu ne sembles pas toujours partager certains des principes que la plupart des chercheurs qui s'inscrivent dans ce champ reconnaissent comme étant essentiels.

F. G. : C'est une manière de voir les choses que je ne partage que pour partie. Pourquoi ? Parce que cela suppose d'abord qu'il existerait un accord sur ce que sont ou devraient être les sciences de l'information et de la communication et les normes qui sont censées en faire un champ disciplinaire singulier et repérable en tant que tel, c'est-à-dire fondé sur un principe de vision et de division qui, comme le souligne Pierre Bourdieu, se doit d'être irréductible à celui d'une autre discipline. Force est de constater que cette entente principielle ne relève pas de l'évidence. Les SIC, ainsi que ceux qui en arpentent et en dessinent les territoires, semblent se soumettre à des ordres épistémologiques de natures pour le moins variées. Cela n'est d'ailleurs pas nécessairement problématique. Ce qui peut l'être, c'est d'essayer de transformer en valeur scientifique dogmatique cette diversité qui, domestiquée, perd une large part de son heuristique. Les sciences de l'information et de la communication doivent beaucoup à l'institutionnalisation universitaire, elles ont naturellement cherché à s'autonomiser des autres disciplines en essayant de territorialiser leurs recherches autour d'objets, de concepts, de programmes, ou bien encore autour d'un *nomos* qui, aussi erratiques soient-ils, permettent notamment de poser des règles scientifiques régissant le droit d'entrée dans la discipline, les conditions de son développement autoréférentiel, ainsi que

celles de sa reproduction. Ces règles ne sont pas immuables, ne relèvent évidemment d'aucune transcendance scientifique et sont donc sujettes à discussion. Elles sont le fruit de luttes, souvent acharnées qui dépendent de l'état du champ à un moment donné et qui ont justement pour objectif d'établir les normes dominantes de la valeur scientifique en SIC, la vérité de la discipline en quelque sorte, c'est-à-dire les « lois » auxquelles les chercheurs sont censés se soumettre. Ce sont ces principes contingents, révisables, dont la pérennité dépend directement des rapports de force traversant les SIC, qui établissent la structure des chances de reconnaissance des travaux scientifiques au sein même de la discipline, en une période donnée. Ce sont également eux qui, ayant précisément force de loi, conduisent parfois à des formes d'isolationnisme et de balkanisation de la recherche au sein de l'espace hiérarchisé des sciences humaines et sociales. Ces principes sont évidemment la condition de possibilité de l'émergence et de l'entretien d'une communauté disciplinaire, mais ils servent de mon point de vue encore trop souvent à la création de bastions scientifiques, à l'application de décrets de légitimité distinguant les « bons » des « mauvais » investissements de recherche, ainsi qu'à la construction de hiérarchies artificielles censées établir la « dignité » des objets de recherche, des théories et des méthodes à l'aune d'une supposée « raison communicationnelle ».

Il me semble que fondamentalement, les sciences de l'information et de la communication ne diffèrent pas des autres sciences sociales, ni par leur rapport à la production de connaissance, ni par leurs méthodes, ni même par la nature des modèles d'analyse qu'elles mobilisent ou édifient. Elles s'en dissocient d'autant moins que cette opération d'abstraction qui tend à faire de la communication un nouveau champ d'investigation ne saurait pleinement l'isoler et l'autonomiser d'autres référents comme le « social » ou la « culture ». Si on prend par exemple le cas du Canada anglais, les études en communication sont considérées comme relevant, la plupart du temps, des *Cultural Studies*. Autrement dit, la spécialisation *par* la communication semble pour partie artificielle dans la mesure où, contrairement à d'autres disciplines autonomisantes construites autour du politique, de l'espace, de l'éducation, du langage ou encore du genre, la réduction à laquelle cette spécification conduit, maintient les SIC à un étiage qui est assez clairement celui d'une science synthétique³ s'attaquant au cours historique du monde. Au sein des « ensembles flous » que constituent tout aussi bien les très légitimes sciences politiques, les parfois décriées sciences de l'éducation et bien sûr les SIC, il faut revendiquer de pouvoir mener des recherches qui éventuellement ressortissent d'autres sciences sociales. De la même façon que les objets politiques ou éducationnels peuvent être abordés depuis la sociologie (*e.g.* de l'action collective/du corps enseignant), l'histoire (*e.g.* des institutions/des grandes écoles), l'économie (*e.g.* des États/des politiques publiques) ou la géographie (*e.g.* électorale/de l'échec scolaire), pour ne citer que ces disciplines, il est évidemment recevable d'envisager un traitement de la communication depuis des perspectives disciplinaires tout aussi variées : économie des industries culturelles, sociologie des usages des TIC, histoire des médias, géographie sociale des voies de transport, etc. L'effort effectué par certains pour autonomiser la communication, notamment du « social », se conduit généralement au prix de certains réductionnismes consistant par exemple à considérer que le « social des sociologues » est une espèce de réalité éthérée sans fondement idéal (sémiotique), ni matériel (technologique), ce qui est aller un peu vite en besogne.

Selon moi, cette invite à relever les défis qui sont également ceux de la sociologie *et* de l'histoire sous couvert de communication enjoint d'abord les SIC à respecter les règles de la recherche en sciences humaines et sociales dans le cadre desquelles, comme l'a théorisé Gaston Bachelard, le fait scientifique est conquis contre les prénotions et les topiques du sens commun ; construit en

³ Jean-Claude Passeron considère que les sciences sociales sont toutes des sciences historiques et parle de « l'indiscernabilité assertorique de l'histoire et de la sociologie » (*Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991 : 8). Ces sciences sont dites « synthétiques » car elles ont pour but de produire des connaissances générales sur le monde social et historique.

tant que concret pensé, et constaté *via* le travail de la preuve sur le terrain empirique. Il s'agit en fait, comme on dit, de mettre en œuvre l'action polémique de la raison épistémologique. Cette allégeance méthodologique est la meilleure défense que l'on puisse dresser contre les tendances à l'empirisme sectoriel et à l'élaboration théorique généralisante, pourtant maintes fois dénoncées, mais qui se présentent encore trop souvent comme une malfaçon récurrente des travaux relevant des SIC. En réponse aux manques d'élaboration théorique, aux travaux à finalité instrumentale et à l'absence de validations empiriques, la recherche doit se livrer à un incessant effort de positionnement épistémologique afin de faire science. Cette peine utile se présente, je crois, comme le meilleur des remparts aux discours de déploration quant au manque de constance des recherches en SIC, ainsi qu'aux postures de condamnation de la discipline au « nébuleux », à « l'indéterminé » et à « l'inconsistant ». Aussi, les sciences de l'information et de la communication devraient notamment s'astreindre à définir avec la plus grande acuité, et une partie des recherches dans le domaine s'y adonne de bonne grâce, les systèmes conceptuels au sein desquels elles s'efforcent d'inscrire leurs recherches. Rappelons-le, un objet de recherche n'existe qu'en rapport à une médiation théorique qui joint le phénomène observé et les hypothèses de l'observateur. Les faits de communication en tant qu'objets socio-logiques émergent donc nécessairement d'un agencement conceptuel original que l'on confronte au réel. Et il est illusoire de croire que l'objet lui-même permet d'enchaîner des apports théoriques variés. Se réclamer des sciences humaines et sociales revient donc à accepter la nécessité de rendre tout autant compte des processus d'élaboration scientifique mis en œuvre que des résultats engendrés. Si dans un article, un ouvrage ou une thèse, il s'agit d'abord de mettre en avant un produit fini, conçu et présenté pour être évalué à partir des éléments originaux qu'il aura éventuellement su faire émerger, il faut éviter de faire de ce produit fini une *boîte noire* à partir de laquelle on ne pourrait qu'entrevoir, sans preuve tangible, la façon dont elle a été conçue. Dans un souci de transparence vis-à-vis des opérations de conceptualisation effectuées, il est nécessaire de faire apparaître les conditions d'émergence du bénéfice scientifique apporté.

Ce qui me gêne, c'est que certains chercheurs en SIC n'hésitent pas à se définir comme praticiens d'une discipline dont l'une des principales spécificités serait de poser le primat de la relation sur la substance ou les termes de cette relation. Il y aurait donc une « problématique » propre à l'information et à la communication qui aurait tous les atouts d'un *paradigme*, c'est-à-dire d'une théorie de portée globale, censée être prééminente par sa puissance épistémologique et qui devrait donc s'imposer à la communauté. Cette « raison communicationnelle » n'est toutefois jamais clairement présentée au-delà de quelques-uns de ses aspects lesquels recouvrent, *grosso modo*, les nécessités d'un constructivisme dont il faut encore rappeler qu'il ne peut en rien être conçu comme un privilège ou une prépotence des recherches en communication. Reprenant ce que dit Bernard Lahire dans son ouvrage *Monde pluriel (op. cit.)* des travers de certaines théories dispositionnalistes, on pourrait poser une analogie et affirmer que ladite raison communicationnelle joue surtout un rôle rhétorique d'identification dans l'économie conceptuelle des sciences de l'information et de la communication et un rôle stratégique de distinction dans l'opposition à d'autres disciplines des sciences sociales, mais qu'elle ne tient pas franchement son rôle théorique de démarcation épistémologique.

H. B. : En exergue d'une de tes publications (2013), tu cites un passage d'un ouvrage d'Armand Mattelart (2010) que tu fais tien : « Je ne cherche pas seulement à produire des connaissances dans un champ spécifique de savoirs sur la société, mais à contribuer à changer l'état de choses existant. C'est un devoir de comprendre et d'agir. [...] La prise de conscience des enjeux de la construction d'un champ et de ma position dans celui-ci ne m'est donc venue que sur le tard. Une fois que j'ai réintégré l'université comme enseignant-chercheur à temps plein. Pour moi, il était alors impensable que ma participation à la construction d'un champ d'étude puisse se faire sans continuer à mettre au premier plan ce que je considérais comme un contrat social ou une dette vis-à-vis de

la société. Cette articulation m'était devenue tellement évidente que je ne pouvais imaginer autrement ma relation à la recherche, et, dans la foulée, le contenu de mon enseignement et mon rapport à mes étudiants ». Tu sembles considérer que ton activité scientifique ne consiste pas seulement à observer, interpréter, expliquer mais va au-delà. Et si je comprends bien, il ne peut être autrement que d'adopter une posture militante.

F. G. : « Militante » n'est pas le bon mot. Je dirais plutôt « critique », ou « engagée » si tu préfères. C'est le propre d'une pensée critique que de se mettre sous condition de la pratique. Autrement dit, la question de la *praxis* est centrale. Pour la critique et les pensées matérialistes, s'impose la nécessité d'un rapport qui doit être maintenu entre la théorie et la pratique. Ces approches se posent la question en théorie de leurs réalisations pratiques et se fondent sur une éthique sociale à la recherche d'effets concrets. La critique ne s'envisage pas sans *projet* au sens où l'entend Jean-Paul Sartre, c'est-à-dire sans travail du négatif censé rompre d'une certaine manière, et idéalement d'une manière certaine, avec l'ordre social, notamment en redonnant de la *puissance de penser* et *d'agir* aux individus. Dans ces conditions, la pratique devient un critère de jugement de la connaissance et de son utilité critique. Autrement dit, la pertinence ou la *vérité* d'une théorie critique se trouve placée dans la pratique qui est censée trancher à la fois sur la validité scientifique et sur la pertinence politique, c'est-à-dire sur sa capacité à participer au dégageant des illusions, dominations et réifications qui pèsent sur les sujets sociaux.

À ce propos, Philippe Corcuff (2012) a raison d'insister sur le fait que les approches critiques mettent le plus souvent l'accent sur les formes de domination ou d'exploitation qui s'imposent aux sujets sociaux pour les décrire, les analyser et en proposer des dé/reconstructions théoriques, mais ne mettent pas autant d'obstination à présenter, en parallèle, des conceptions aussi travaillées des dynamiques émancipatoires dont on serait pourtant en droit de penser qu'elles devraient constituer l'autre face de tout dispositif critique. Malgré l'existence de postulats considérant notamment que les pratiques émancipatoires allant vers une vie souhaitable existent en dehors même de la théorie, laquelle est censée les expliciter, certains développements de la *Théorie critique* ont par exemple pensé un arraisonnement total du monde social conduisant à abandonner tout espoir de voir la raison s'incarner dans un quelconque progrès libérateur. Passant de la critique *par* la raison à la critique *de* la raison, ladite raison apparaît comme une ressource entièrement défaite, essentiellement instrumentale, venant grever la possibilité d'un dépassement (Horkheimer, Adorno, 1974). Pourtant l'une des missions de la connaissance critique est bel et bien de conférer une existence théorique aux pratiques émancipatoires pré-théoriques et, par là, de leur apporter une plus grande force. L'émancipation est un diagnostic du temps présent. Elle se présente comme la condition de possibilité d'une dynamique de dépassement des obstacles qui interdisent l'établissement d'une vie bonne. En ce sens, elle est bien ce qui rend possible l'accroissement de la puissance de penser et d'agir des sujets sociaux. Il me semble que l'on peut avancer qu'il n'y a pas d'émancipation sans un travail intellectuel minimum de prise de conscience, de dévoilement, qui porte à conséquence politique parce qu'il a notamment pour attendu de rendre aux individus et aux collectifs leurs pleines capacités critiques, contre l'illusion de l'appréhension immédiate du monde, contre le sens commun et contre la pensée unique.

Bourdieu insiste sur le fait qu'une des missions essentielles des sciences sociales critiques est de montrer que les formes de domination qui s'exercent sur les personnes n'ont rien de naturelles, mais sont des faits construits, qui sont la conséquence de rapports sociaux dont l'efficacité propre réside pour beaucoup dans la méconnaissance qu'ont les sujets qui les subissent de ce que ces rapports sociaux sont réellement. Je suis pleinement en accord avec ce point. Sous cet aspect, la critique est une entreprise de dé-fétichisation des rapports sociaux qui fondent les divisions arbitraires de l'ordre social et symbolique. Pratiquer les sciences sociales depuis une perspective

critique est en ce sens une forme de participation au « travail collectif d'invention politique », pour citer une nouvelle fois Bourdieu. C'est donner des *raisons d'agir*, fournir les armes de l'indignation et, ainsi, contribuer à la libération des potentiels de mobilisation susceptibles de peser sur le réel. Contre l'illusion du savoir immédiat, du sens commun et l'évidence de la *doxa*, la critique a donc vocation à lever le voile sur la vérité des rapports sociaux qui ne se donnent jamais totalement pour ce qu'ils sont et se parent d'ornements symboliques qui les travestissent et concourent à leur mise en acceptabilité. En d'autres termes, la critique tend à révéler la vérité des rapports de domination dont l'efficacité réside pour une large part dans le fait qu'ils sont méconnus dans leur fonctionnement. C'est en cela que la critique porte à conséquence politique, dans les potentiels de « dés-acceptation » qu'elle ouvre par-delà même les formes d'expérience parfois résignée des sujets sociaux. Ceci étant précisé, il faut aussi redire que savoir n'est pas pouvoir, n'est pas mobilisation, ni même désir de changement, mais c'est une condition de possibilité importante des pratiques sociales visant l'émancipation.

H. B. : Au cours d'une émission radiophonique sur France Culture⁴, Didier Eribon racontait son désarroi lorsqu'un étudiant⁵ lui avait demandé comment il était pratiquement possible, même « en connaissance de cause » et armé de divers outils critiques, de vraiment s'affranchir du poids de l'ordre social. Comment faire pour ne pas « se laisser dicter ses comportements » par le monde social que l'on habite ? Et Didier Eribon de reconnaître que cette question l'avait désarmé parce que toute théorie critique trouve sa limite dans le fait que ce qu'elle critique et ce qu'elle veut transformer reste inscrit disait-il, « au plus profond des subjectivités, dans les plis du corps, dans les réactions, les gestes, les affects, les plus quotidiens, les plus ordinaires ».

F. G. : Didier Eribon est sans doute prudent quant à la force de la critique et de la théorie, mais il ne tombe pas pour autant dans le piège consistant à penser qu'en définitive, il n'y a pas de différence entre la critique produite dans des conditions scientifiques et celle qui émane des acteurs. Je crois qu'il est effectivement important de ne pas se laisser aller à ce que Laurent Jeanpierre appelle le « populisme du savoir » (2012), penchant qui dénigre la logique du dévoilement comme moment de la *praxis* porté par les sciences sociales au nom de la surévaluée capacité critique des sujets eux-mêmes qui n'auraient pas à accepter la domination symbolique des professionnels de la connaissance du social, censés savoir à leur place. En France, ce débat s'est très largement tenu entre les tenants d'une sociologie critique d'obédience bourdieusienne et les défenseurs d'une sociologie pragmatique de la critique. Ces derniers considèrent que la critique ordinaire a été particulièrement malmenée par la critique sociologique qui serait incapable de se départir des travers populistes et misérabilistes, réduisant dans sa grande condescendance les compétences critiques des acteurs à de simples illusions. Le fer a été également porté dans la plaie par Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, par Jeffrey Alexander ou encore par Pierre Verdrager⁶, parfois avec un certain brio, mais, de mon point de vue, sans jamais convaincre complètement. La critique de la critique tend à condamner plutôt qu'à considérer ladite critique comme foncièrement discutable, c'est-à-dire méritant d'être discutée et très certainement amendée. Bernard Lahire et Philippe Corcuff font cela très bien. Jeffrey Alexander reproche par exemple à Pierre Bourdieu d'avoir élaboré une théorie de l'action qui ne permet pas de penser le

⁴ « Trouver sa place dans la société : classes, trajectoires, identités », *La suite dans les idées*, émission animée par Sylvain Bourmeau, 27 avril 2013. L'émission était consacrée à l'ouvrage de Eribon (Didier), *Retours sur Retour* à Reims, Paris, Éditions Cartouche, 2011.

⁵ Question posée par un étudiant, rapportée dans l'ouvrage de Didier Eribon (*ibid.*).

⁶ Grignon (Claude), Passeron (Jean-Claude), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989 ; Alexander (Jeffrey C.), *La réduction. Critique de Bourdieu*, trad. de Zaccà-Reyners (Nathalie), Paris, Cerf, 2000 ; Verdrager (Pierre), *Ce que les savants pensent de nous et pourquoi ils ont tort. Critique de Pierre Bourdieu*, La Découverte, Paris, 2010.

volontarisme, c'est-à-dire les pratiques qui ne seraient pas la traduction de structures externes, mais le produit d'une raison universelle, d'une capacité à agir intentionnellement, communément partagée, comme si cette « compétence » n'était pas elle aussi informée par des structures sociales préalables à sa mise en œuvre qui configurent évidemment des manières de penser singulières. La dialectique dont fait montre la sociologie bourdieusienne bouleverse en effet la vision d'un sujet social dont la subjectivité, l'intériorité serait pour partie, voire plus largement, indépendante de l'objectivité sociale, laquelle lui serait extérieure et sur laquelle il pourrait donc agir sans être agi. C'est, me semble-t-il, le cœur de la remarque de l'étudiant qui s'adressait à Didier Eribon et qui semblait s'étonner que l'on ne puisse finalement se départir des déterminations sociales pesant sur soi, même armé d'outils d'analyse, de compréhension et de distanciation. On retrouve la mise en lumière de cette contradiction par exemple chez Jean-Paul Sartre dans ses *Cahiers pour une morale* (1983), ouvrage dans lequel il précise qu'être contre la société, c'est être encore traversé par elle, et par conséquent c'est être aussi contre soi-même en tant que sujet social élément de cette société. Mais ces sujets malmenés qui ne seraient jamais pleinement conscients de ce qu'ils sont, de ce qu'ils font, et des déterminations structurelles qui pèsent sur eux peuvent également, dans le même temps, être travaillés par des moments de crise et des dispositions critiques qui s'acquièrent et fournissent au sujet social des appuis pour résister, s'opposer, changer son point de vue, son environnement, etc.

Outre cet aspect qui est en fait un procès en déterminisme conduit contre la sociologie critique, c'est aussi la fonction sociale des sciences humaines et sociales telle qu'envisagée par la critique qui est brocardée. Celle-ci considère, de fait, que sa *praxis* tient à la nécessité de la rupture épistémologique, du dévoilement, de la prise de conscience, de donner des raisons d'agir, alors que pour la sociologie pragmatique de la critique, le *social scientist* est davantage un herméneute de la justice et des attentes normatives ordinaires produites et vécues par les sujets sociaux qui, si l'on peut considérer qu'ils ne sont pas des *cultural dopes*⁷, ne sont pas pour autant toujours des personnes éclairées, tant s'en faut. On oppose ainsi une sociologie critique qui viserait essentiellement à dessiller, à une sociologie pragmatique de la critique qui entendrait, pour sa part, plutôt restituer les sens critiques indigènes. D'un côté, le travail du négatif serait donc le propre du *social scientist* usant des armes de l'objectivation, de l'autre il relèverait plus sûrement d'un perspectivisme sociologique portant au jour les compétences et les capacités singulières des individus et des collectifs. Je crois que la sociologie critique ne considère pas tant les sujets sociaux comme des individus ignorant la réalité sociale en général, et la leur en particulier, que comme des individus méconnaissant plus ou moins la nature du concret et des existences qu'ils mènent, mais que l'on peut évidemment aider à se déprendre de cette méconnaissance. Quant à la pragmatique, l'un de ses intérêts évidents est de considérer très sérieusement la possibilité de l'*expérience*, c'est-à-dire, selon John Dewey⁸, le fait de pouvoir être affecté par des faits ou des contextes sociaux qui font rupture avec les habitudes du sujet, le « dérangent » et mettent en quelque sorte en porte-à-faux ses manières d'être, de faire, de penser, etc. Dans la Théorie critique de l'École de Francfort, la souffrance joue un peu ce rôle. C'est ce déplacement existentiel qui, combiné à un effort de distanciation, ouvre, me semble-t-il, les possibles de la créativité et de l'émancipation. Sous l'angle de la *praxis*, l'opposition critique/pragmatique n'a plus grand sens dans la mesure où les critiques scientifiques et profanes ne sont pas tant à opposer qu'à coupler afin d'aller au devant du politique et de pouvoir mettre en œuvre des stratégies de résistance fondées sur la mise en perspective, et en ce sens, des diverses formes de souffrance sociale et d'expérience de l'amoindrissement.

⁷ L'expression est d'Harold Garfinkel. Elle entend désigner, avec ironie, les représentations du sujet valant au sein des théories sociales qui insistent surtout sur les déterminations pesant sur l'individu, au détriment de ses compétences réflexives et de ses capacités d'ajustement pratique. Cf. Lynch (Michael), « Revisiting the Cultural Dope », *Human Studies*, vol. 35, n° 2, 2012, pp. 223-233.

⁸ Par exemple Dewey (John), *Le public et ses problèmes*, trad. de Zask (Joëlle), Paris, Gallimard, 2010.

H. B. : Penses-tu que ce couplage entre activité scientifique et activité politique soit vraiment possible ?

F. G. : Il est vrai que les penseurs critiques, quelle que soit leur obédience, sont aujourd'hui, pour l'essentiel, des universitaires soumis à des logiques qui les détournent d'un exercice théorique qui serait directement ajusté à des impératifs pratiques politiques. C'est la thèse célèbre que Perry Anderson défend dans *Considerations on Western Marxism* (1976), ouvrage au sein duquel il explique notamment que l'échec de la révolution allemande au début du siècle dernier a produit une rupture entre le *marxisme classique*, porté par des stratèges confrontés à des situations politiques concrètes, et un *marxisme occidental*, porté non plus par des dirigeants d'organisations ouvrières, mais par des intellectuels critiques, par exemple ceux de l'École de Francfort. Fatalement, ces derniers doivent se soumettre *a minima* aux exigences pratiques, jugements, valeurs, croyances et habitudes de pensée qui leur sont imposés en tant qu'ils participent d'un espace social singulier, régi par des règles desquelles on ne peut se dégager entièrement et qui peuvent s'avérer sécantes aux impératifs de l'élaboration politique et par conséquent en limiter le développement. S'il s'agit là d'une orientation problématique, celle-ci s'avère d'autant plus gênante que la condition universitaire actuelle éloigne de plus en plus les penseurs critiques de l'idéal scolastique qui, s'il avait tendance à les isoler du politique, leur permettait néanmoins de disposer d'un temps favorable à l'élaboration théorique, dégagé des urgences autres que celles attenantes à la production symbolique. Actuellement, la très grande majorité des contributions contemporaines à la pensée critique s'inscrit dans cet héritage qu'évoque Perry Anderson. Les liens organiques avec les mouvements ouvriers ou sociaux sont distendus et, sauf exception, les stratèges ont laissé la place aux philosophes, aux sociologues et à des intellectuels qui, pour la plupart, sont assez éloignés d'un engagement politique pratique. Les savoirs produits traitent de plus en plus de domaines sans rapport direct avec la stratégie politique et s'énoncent dans des langages souvent hermétiques, la plupart du temps inaccessibles à l'entendement de la majorité des sujets sociaux et des acteurs de la critique sociale.

Malgré ces difficultés, il me semble que la critique contemporaine entretient autant que faire se peut une solidarité de principe avec le *progrès social* qui pose comme horizon d'attente ce qui pourrait advenir. Sa distanciation avec le politique ne confine pas encore complètement à un « splendide isolement » qui l'en écarterait définitivement. Il est des espaces au sein desquels existe une importante demande pour l'acquisition de connaissances critiques et où celles-ci tendent à se transformer plus aisément en des formes d'expression publique et tendent à pallier cet éloignement du politique. Ces espaces non universitaires (militants, de contre-expertise, etc.), mais auxquels prennent part nombre de scientifiques critiques, participent d'une autre façon à la responsabilité d'élévation du degré de nécessité perçue. Ces espaces publics oppositionnels se présentent comme d'autres lieux d'exercice de l'imagination sociologique, davantage en rapport avec l'action militante et politique, visant notamment la formation et la consolidation de ce que Charles Wright Mills nomme des *collectivités autodidactes*. Ces formes plus directement connectées à l'action collective permettent notamment de se départir du travers de l'épistémocentrisme qui instruit une coupure entre le sujet *réfléchissant*, celui qui pense le monde, et le sujet *agissant*, celui qui veut peser directement sur le monde, mais sans pour autant les confondre. De fait, il me semble que la charge politique de la critique n'est pleinement effective que si l'on veille à cette réduction entre le sens pratique et la connaissance de la raison théorique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Anderson (Perry), *Considerations on Western Marxism*, Londres, Verso, 1979 [1976]⁹.

⁹ L'ouvrage est également disponible en français sous le titre *Sur le marxisme occidental*, trad. de Letellier (Dominique)

- Bataille (Georges), *La part maudite*, Paris, Éditions de Minuit, 1967.
- Boltanski (Luc), *De la critique – Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009.
- Bourdieu (Pierre), *Esquisse pour une autoanalyse*, Paris, Raisons d'agir, 2004.
- Bourdieu (Pierre), *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raison d'Agir, 2001.
- Bourdieu (Pierre), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62, n° 62-63, 1986, pp. 69-72.
- Broccolichi (Sylvain), « Un paradis perdu », in Bourdieu (Pierre) dir., *La misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil, 1993, pp. 621-637.
- Corcuff (Philippe), *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, 2012.
- Corcuff (Philippe), *Les nouvelles sociologies – Constructions de la réalité sociale*, Paris, Nathan, 1995.
- Granjon (Fabien), « La critique est-elle soluble dans les sciences de l'information et de la communication », in George (Éric), Granjon (Fabien) dir., *Critique, sciences sociales et communication*, Paris, Mare & Martin, 2014, pp. 291-355.
- Horkheimer (Max), Adorno (Theodor W.), *La dialectique de la raison*, trad. de Kaufholz (Éliane), Paris, Gallimard, 1974.
- Jeanpierre (Laurent), « Le populisme du savoir », *Critique*, n° 776-777, 2012, pp. 150-164.
- Kalinowski (Isabelle), *Leçons nébériennes sur la science et la propagande*, Marseille, Agone, 2005, précédé de Weber (Max), *La science, profession et vocation*.
- Lahire (Bernard), *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences humaines et sociales*, Paris, Éditions du Seuil, 2012.
- Mattelart (Armand), *Pour un regard-monde – Entretiens avec Michel Sénécal*, Paris, La Découverte, 2010.
- Mauger (Gérard), *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du croquant, 2013.
- Melville (Herman), *Bartleby – Une histoire de Wall Street*, trad. de Vidal (Jérôme), Paris, Éditions Amsterdam, 2004.
- Wright Mills (Charles), *L'imagination sociologique*, Paris, Maspero, 1967.
- Sartre (Jean-Paul), *Cahiers pour une morale*, Paris, Gallimard, 1983.